

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES MERCREDI 28 DECEMBRE

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 28 décembre 2005, au Palais de la Présidence de la République au Plateau, sous la présidence de son Excellence Monsieur Laurent Gbagbo, Président de la République.

Dans son propos liminaire, le Président de la République a félicité Monsieur Charles Konan Banny pour sa désignation et sa nomination en qualité de Premier ministre du nouveau Gouvernement qui vient de se former.

Il l'a également félicité pour avoir institué une procédure rigoureuse de consultations, qui a abouti à la formation de ce Gouvernement.

Le Chef de l'Etat a fait observer ensuite que c'est la 2ème fois que la formation d'un Gouvernement s'effectue dans un contexte aussi particulier que celui que nous connaissons, et que le fait pour le Premier ministre Charles Konan Banny d'avoir réussi en 3 semaines 2 jours seulement à former son Gouvernement, constitue une réussite à saluer si l'on se réfère au temps passé par son prédécesseur pour former le Gouvernement de réconciliation nationale. Le Président de la République a rappelé que nommé le 25 janvier 2003, c'est seulement le 13 mars 2003 que l'ancien Premier ministre Seydou Elimane Diarra a réussi à former son Gouvernement. C'est dire qu'il n'est pas toujours aisé dans la situation actuelle et dans le contexte de crise socio-politique que nous vivons, de réussir en très peu de temps à réunir toutes les compétences et toutes les sensibilités politiques pour arriver à un Gouvernement de consensus. Une fois encore, l'opération réussie par le Premier ministre Charles Konan Banny constitue une prouesse à saluer.

Pour mettre l'accent sur la solidarité gouvernementale, le Chef de l'Etat a soutenu que le Gouvernement doit constituer une équipe nationale dont les joueurs proviennent de divers clubs, qu'il faut agréger pour en faire un groupe uni et solidaire.

Le Président de la République a souhaité vivement que Dieu bénisse cette nouvelle équipe gouvernementale et qu'il lui donne toutes les aptitudes et l'endurance nécessaire pour la bonne exécution des missions qui lui seront confiées.

Prenant à son tour la parole, le Premier ministre Charles Konan Banny a exprimé l'émotion qui l'étreint et qu'il ne peut ni cacher, ni contenir, émotion qu'il a voulue d'ailleurs partager avec tous les membres du Gouvernement. Evoquant les raisons de cette vive émotion, le Premier ministre en a donné quelques précisions :

- le fait de se retrouver dans cette situation de crise socio-politique du pays à la tête du Gouvernement dont la mission essentielle est de ramener la paix ; cela est tout à fait significatif et chargé de symboles ;
 - le fait d'être par le jeu des âges, le doyen du Conseil des ministres, est aussi émouvant ;
 - les brèves mais intenses paroles prononcées par le Chef de l'Etat expliquent aussi son émotion.
- Se tournant vers le Chef de l'Etat, le Premier ministre lui a adressé ses vifs remerciements pour avoir accepté sa désignation par la Commission internationale et surtout pour l'avoir nommé au poste de Premier Ministre le 05 décembre 2005. Le Chef du Gouvernement a relevé fortement qu'il ne serait pas à ce poste si le Président Laurent GBAGBO n'avait pas accepté sa désignation et

qu'en conséquence, il lui doit reconnaissance et pense que la Nation entière doit reconnaissance au Chef de l'Etat. Le Premier ministre a solennellement pris l'engagement devant le Président de la République et en présence des membres du Conseil, de ne jamais trahir la confiance placée en lui par le Chef de l'Etat.

Se tournant vers les membres du Gouvernement, le Chef du Gouvernement en sa qualité de Premier ministre a salué et félicité vivement les ministres, ceux qu'il appelle les sélectionnés de l'équipe gouvernementale, pour reprendre l'expression du Président de la République. Pour lui, il s'agit bien d'une équipe qui doit relever un défi, car le Gouvernement qui vient de se former sur sa proposition est un Gouvernement de mission soumis à une obligation de résultat. Il s'agit de tout faire pour que le pays sorte de la crise et de la difficile situation qu'il traverse depuis un peu plus de trois ans. Il apparaît donc nécessaire que les ministres saisissent le sens profond de leur participation au Gouvernement.

Le chef du gouvernement a souhaité dans ce cadre, que le seul programme qui vaille la peine d'être soutenu ait pour nom, la Côte d'Ivoire.

En conséquence, il ne sera pas toléré qu'un membre du Gouvernement y compris lui-même, prenne des distances par rapport à ce programme. Le chef du gouvernement a rappelé aux ministres les missions essentielles assignées à son gouvernement, à savoir la réconciliation nationale, la réunification du pays, le désarmement, le démantèlement des milices, le redéploiement de l'Administration ainsi que l'organisation d'élections justes et transparentes. L'accomplissement de ces missions a en effet besoin d'une action collective et solidaire. C'est pour cela qu'il demande à tous de cultiver la culture du résultat et de traduire en actes concrets l'exécution desdites missions. Il s'agit également pour arriver à ces fins, d'exiger l'exemplarité, car on ne peut prétendre être leader si on n'est pas soi-même exemplaire. Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de garantir la stabilité de l'Administration. Pour ce faire, il n'y a pas lieu de bouleverser les structures et de changer les agents et les fonctionnaires chargés d'animer l'appareil administratif de l'Etat, sauf si manifestement il apparaît que certains d'entre eux ont fait preuve d'incompétences ou commis des irrégularités graves. Il n'y a donc pas lieu de s'attarder sur des détails au niveau du fonctionnement de l'Administration, les objectifs assignés au Gouvernement nécessitant une concentration des énergies et des actions portant sur l'essentiel.

Pour clore son propos, le Premier Ministre a souhaité que la Côte d'Ivoire redevienne prospère, unie, fraternelle, travailleuse et disciplinée.

Pour saluer cette intervention du Premier ministre, le Président de la République s'est dit heureux de voir enfin formé le Gouvernement tant attendu. Le Chef de l'Etat a insisté sur le fait que bien que la guerre soit finie, la crise persiste et la mission essentielle de ce Gouvernement est de réussir à y mettre fin.

Evoquant le travail gouvernemental, le Président de la République a donné quelques indications. En ce qui est des pouvoirs du Premier ministre, le Chef de l'Etat a rappelé qu'il n'est pas nécessaire que des décrets spécifiques ou qu'un décret particulier précise le contenu de la délégation. En réalité, c'est à l'expérience et sur le terrain que les choses se préciseront ; le Premier ministre et lui en ayant convenu, a-t-il indiqué.

En ce qui est des attributions des membres du Gouvernement, le Chef de l'Etat a évoqué le cas des départements ministériels qui ont souvent eu des conflits de compétence. En demandant aux ministres de s'en tenir au contenu du décret d'attributions et à l'arbitrage du Premier ministre, il a conseillé de se référer pour la rédaction du nouveau décret portant attributions des membres du Gouvernement, aux textes actuels qui constituent des bases de données fiables.

En ce qui est de l'ordre du jour du Conseil des Ministres, le Président de la République a rappelé qu'il est en principe arrêté par lui sur proposition du Premier ministre. Il a tout de suite précisé que

faisant confiance à son nouveau Premier ministre, les choses se passeront aisément. Il a également souligné l'importance du conseil de Gouvernement qui consiste à préparer les séances du conseil des ministres et dont l'ordre du jour est arrêté par le Premier ministre. En clair, le Chef de l'Etat a constaté que tout le monde est dans de bonnes dispositions d'esprit pour participer pleinement à l'action gouvernementale.

En ce qui est du conseil des ministres, le Président de la République en a brièvement rappelé les règles de fonctionnement en insistant sur le fait qu'il sera toujours présent pour présider en personne le conseil des ministres, la présidence du conseil de Gouvernement étant l'affaire exclusive du Premier ministre.

Suite à ces indications, le Premier ministre a évoqué deux questions d'actualité :

- le départ à la Mecque des musulmans ;
- la question de l'enlèvement des ordures ménagères dans le district d'Abidjan.

Sur le premier point, le Président de la République a instruit le ministre de l'Intérieur pour prendre toutes dispositions utiles pour s'imprégner le plus rapidement possible de la situation des pèlerins et de rechercher des solutions idoines.

Sur le second point, le Chef de l'Etat a instruit le ministre de la Santé et de l'hygiène publique et le ministre de l'Environnement et des eaux et forêts, en vue d'étudier en urgence la question et de faire en sorte que le district d'Abidjan redevienne propre ainsi que d'ailleurs toutes les autres villes du pays.

A ce propos, le Premier ministre a informé les membres du Conseil que des instructions lui ont été données par le Chef de l'Etat, relativement au problème de l'hygiène publique et de l'environnement. C'est cette préoccupation qui a d'ailleurs fait que le nouveau ministère de la Santé prend en compte le volet "Hygiène Publique" dans sa dénomination. Suite à cette précision du chef du gouvernement, le Président de la République a insisté sur la nécessité de régler au plan technique la question des décharges, celle d'Akouédo étant aujourd'hui dépassée.

Par ailleurs, relativement à l'insécurité grandissante à Abidjan, le Chef de l'Etat a évoqué la question des multiples évasions de la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA) qui est aujourd'hui surpeuplée, du fait de sa capacité moyenne. Conçue au départ pour 1.500 personnes, la MACA ne peut aujourd'hui recevoir les milliers de délinquants qui y sont envoyés. Il y a donc urgence à construire de nouvelles prisons dans le District d'Abidjan, ce qui permettrait une maîtrise des effectifs dans les prisons et éviterait les évasions massives qui constituent une catastrophe pour les populations.

Avant de clore la séance, le Président de la République a souhaité que la confiance et la solidarité règnent au sein du Gouvernement et que le travail se fasse comme il se doit pour que l'objectif final, à savoir la paix définitive en Côte d'Ivoire, soit atteint dans les meilleurs délais.

Fait à Abidjan, le 28 décembre 2005

Le Secrétaire Général du Gouvernement
Félix TYEOULOU-DYELA